



# Les marchés publics à l’OIC (aide de travail)

Marchés publics

## Table des matières

1	Objectif.....	2
2	Obligation d'impartialité .....	2
3	Objectifs du droit des marchés publics .....	2
4	Bases légales .....	2
5	Types de procédures (art. 17 ss AIMP) .....	2
6	Valeurs seuils (art. 16 et annexe 2 AIMP) .....	3
7	Attribution de gré à gré au-delà de la valeur seuil .....	3
8	Déroulement de la procédure .....	3
9	Appel d'offres.....	4
10	Critères d'aptitude (art. 27 AIMP) .....	4
11	Critères d'adjudication (art. 29 AIMP) .....	5
12	Préimplication .....	5
13	Contrôle et évaluation des offres .....	5
14	Négociations .....	6
15	Interruption et/ou répétition de la procédure .....	6
16	Établissement de la décision .....	6
17	Conclusion du contrat (art. 42 AIMP) .....	6
18	Procédure de recours/voies de droit (art. 51-59 AIMP).....	6
19	Obligation de conservation (art. 49 AIMP) .....	7
20	Liens utiles.....	7

1      **Objectif**

Le présent document fournit aux responsables de projets internes et aux mandataires externes les informations essentielles relatives aux marchés publics portant sur des projets de construction cantonaux de l'OIC. L'aide de travail met en lumière les principales prescriptions légales applicables ainsi que les directives spécifiques à l'OIC (prescriptions non exhaustives).

2      **Obligation d'impartialité**

Si l'impartialité de l'une des parties prenantes à une procédure de marchés publics risque d'être compromise en raison d'une relation de proximité particulière qu'elle entretient avec l'un des soumissionnaires, elle est dans l'obligation d'en informer les chefs de projet et de se récuser. Si elle ne se récuse pas, la décision d'adjudication qui sera prise sera entachée d'un vice de forme et pourra être annulée, qu'elle soit juste ou non.

3      **Objectifs du droit des marchés publics**

- Concurrence équitable
- Transparence
- Interdiction de discriminer
- Recherche de l'offre la plus avantageuse

4      **Bases légales**

- Loi et ordonnance sur les marchés publics (LMP/OMP)
- Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP 2019)
- Accord GATT/OMC sur les marchés publics
- Ordonnance sur l'organisation des marchés publics (OOMP)

5      **Types de procédures (art. 17 ss AIMP)**

Type de procédure	AIMP	Demande d'offres
Procédure ouverte	Art. 18	simap
Procédure sélective	Art. 19	simap
Procédure sur invitation	Art. 20	À des entreprises choisies. Il convient, si possible, de demander au moins trois offres.
Procédure de gré à gré	Art. 21	À des entreprises choisies. À partir d'un montant de 50 000 francs, il convient généralement de demander trois offres.

## 6 Valeurs seuils (art. 16 et annexe 2 AIMP)

Champ d'application	Fournitures (CHF*)	Services (CHF*)	Construction <sup>1</sup> (CHF*)	
			Second œuvre	Gros œuvre
Procédure de gré à gré <sup>2</sup>	En dessous de 150 000	En dessous de 150 000	En dessous de 150 000	En dessous de 300 000
Procédure sur invitation <sup>3</sup>	En dessous de 250 000	En dessous de 250 000	En dessous de 250 000	En dessous de 500 000
Procédure ouverte/sélective <sup>4</sup>	Dès 250 000	Dès 250 000	Dès 250 000	Dès 500 000

\*) Valeur estimée du mandat hors TVA

<sup>1</sup> Selon les Directives d'exécution (DEMP) de l'AIMP, on entend par gros œuvre tous les travaux nécessaires à la structure porteuse d'une construction ; les autres travaux relèvent du second œuvre.

Remarque : cette délimitation manque de précision ; en cas de doute, il convient d'utiliser les seuils du second œuvre. En cas de mandat mixte (partie gros œuvre, partie second œuvre), c'est la partie représentant la plus grande valeur financière qui est déterminante.

<sup>2</sup> Prescription de l'OIC : dès 50 000 francs, pour la procédure de gré à gré, il convient généralement de demander trois offres.

<sup>3</sup> Dans la procédure sur invitation, il convient de demander si possible au moins trois offres (art. 20, al. 2 AIMP).

<sup>4</sup> Pour les marchés soumis aux traités internationaux, les valeurs seuils et la clause de minimis s'appliquent conformément à l'art. 16, al. 3 AIMP. Les valeurs seuils s'entendent hors TVA. (Procédure : voir aussi la note de bas de page sur la clause de minimis<sup>1</sup>).

## 7 Attribution de gré à gré au-delà de la valeur seuil

Les marchés peuvent, dans certaines conditions (cf. art. 21 AIMP) être passés de gré à gré au-delà de la valeur seuil applicable. La décision d'ouvrir une procédure de gré à gré doit être publiée avant adjudication sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch), si les seuils de la procédure ouverte et de la procédure sélective sont atteints (voies de droit). La décision est détaillée et justifiée de manière compréhensible.

Toute attribution de gré à gré au-delà de la valeur seuil requiert l'approbation de la direction de l'OIC.

## 8 Déroulement de la procédure

Les procédures et les compétences des services impliqués dans les marchés publics sont détaillées à l'[annexe 1](#). Il incombe aux chefs de projet de l'OIC de faire connaître les procédures aux mandataires (architectes, planificateurs spécialisés, etc.) et de les faire respecter.

Procédure générale :

- Détermination de la procédure d'adjudication
- Important : pour les affaires atteignant les valeurs seuils prévues dans l'accord GATT/OMC, il est nécessaire d'établir une planification détaillée de l'appel d'offres en tenant compte de la clause de minimis<sup>1</sup>.
- Établissement du dossier d'appel d'offres
  - A Liste avec proposition des soumissionnaires à inviter ; envoi du dossier après validation
  - B Publication de l'appel d'offres sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch)
- Réception des offres par l'OIC, établissement du procès-verbal d'ouverture

<sup>1</sup> Art. 16, al. 3 AIMP : en cas d'adjudication de plusieurs marchés de construction pour la réalisation d'un même ouvrage, c'est la valeur totale des travaux de gros œuvre et de second œuvre qui est déterminante pour les marchés soumis aux accords internationaux. Lorsque les travaux de construction soumis aux accords internationaux ont chacun une valeur inférieure à deux millions de francs et que leur valeur cumulée ne dépasse pas 20 % de la valeur totale de l'ouvrage, ils sont soumis aux dispositions qui régissent les marchés non soumis aux accords internationaux (clause de minimis).

→ Concrètement : pour tout ouvrage nécessitant des travaux de construction dont la valeur totale est supérieure à la valeur seuil applicable aux marchés soumis aux accords internationaux (devis CFC 0-4, hors honoraires et hors TVA), toutes les prestations partielles doivent en principe faire l'objet d'une procédure ouverte ou d'une procédure sélective. Conformément à la clause de minimis, les marchés représentant jusqu'à 20 % de la valeur totale de l'ouvrage peuvent également être attribués selon une procédure sur invitation ou une procédure de gré à gré conformément aux dispositions de l'AIMP. Les marchés en question ont chacun une valeur inférieure à deux millions de francs.

- Évaluation et contrôle des offres
- Proposition d'adjudication
- Attribution du mandat ou décision d'adjudication
- Conclusion du contrat

## **9 Appel d'offres**

- Le dossier d'appel d'offres doit permettre à tous les soumissionnaires d'établir une offre conforme aux exigences. Les délais sont généralement de 20 jours pour la remise d'une offre ou d'une demande de participation dans une procédure sélective. Pour les marchés soumis aux accords internationaux, les délais minimaux sont de 40 jours pour la remise des offres dans une procédure ouverte et de 25 jours pour la remise des demandes de participation dans une procédure sélective. (cf. art. 46 AIMP).
- Le niveau de détail quant au contenu dépend du type de mandat à attribuer. Les offres doivent être comparables.
- Les dispositions susceptibles de discriminer certains soumissionnaires sont interdites.
- L'adjudicateur peut opter pour un appel d'offres fonctionnel, qui ne contient pas de détails d'exécution ou de liste détaillée de prestations.
- L'appel d'offres ne peut pas être modifié en cours de procédure.
- Si l'appel d'offres prévoit des critères d'aptitude ou d'adjudication, il convient d'en publier les modalités d'évaluation et de pondération (de manière simple et compréhensible).
- Les marchés relevant d'une procédure ouverte ou d'une procédure sélective sont publiés sur le site de l'association simap pour un système d'information sur les marchés publics en Suisse ([www.simap.ch](http://www.simap.ch)). Tout appel d'offres concernant l'arrondissement administratif de Biel/Bienne est publié dans les deux langues officielles. Dans tous les autres cas, l'appel d'offres établi dans l'une des langues officielles comporte systématiquement un résumé dans l'autre langue officielle.

L'appel d'offres comprend généralement les documents ci-après, dont l'ordre est défini dans le contrat :

- Dispositions et formulaires en rapport avec la procédure d'adjudication (dispositions KBOB<sup>2</sup>)
- Contrat prévu (y compris la norme SIA 118 « Conditions générales pour l'exécution des travaux de construction »)
- Page de garde de l'offre ; page de garde de la variante d'offre → si les variantes sont admises
- Dispositions particulières spécifiques au projet (portant exclusivement sur le strict nécessaire)
- Liste de prestations avec l'ensemble des annexes nécessaires à une bonne compréhension
- Formulaire de calcul « Bonus pour les apprentis ; directive base de calcul » (uniquement pour les travaux de construction réalisés à partir d'une procédure sur invitation. Si le bonus apparaît comme discriminatoire pour les soumissionnaires étrangers, il ne doit pas être pris en compte lors de l'adjudication).
- Formulaire de déclaration spontanée

Les dispositions de la norme SIA 118 s'appliquent à l'appel d'offres dans son ensemble et doivent être respectées.

## **10 Critères d'aptitude (art. 27 AIMP)**

- Les critères d'aptitude sont les conditions qu'un soumissionnaire doit remplir pour être susceptible d'obtenir le marché ou pour exécuter le mandat.
- Les critères utilisés doivent être objectifs et vérifiables et pouvoir être évalués précisément par OUI/NON. Voici quelques exemples de critères d'aptitude autorisés :
  - spécialisés
  - techniques
  - organisationnels
  - économiques
- L'OIC attribue généralement les mandats de construction sur la base des critères d'aptitude ci-après, lesquels doivent être décrits en détail dans le dossier d'appel d'offres :
  - Capacités techniques (savoir-faire)
  - Capacités de réalisation (force de travail)
  - Références
- Voici quelques exemples de critères d'aptitude non autorisés :
  - Présence sur place (lieu du siège de l'entreprise/atelier, etc.)
  - Caractéristiques sans rapport avec la prestation

<sup>2</sup> Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics

## **11 Critères d'adjudication (art. 29 AIMP)**

- L'adjudicateur dispose d'une grande marge de manœuvre dans la détermination des critères d'adjudication et de leur pondération.
- Les critères choisis et leur pondération ne doivent pas être discriminatoires.
- Il convient de respecter le principe de l'égalité de traitement.
- Les critères d'adjudication et leur pondération doivent être communiqués au préalable de manière détaillée et compréhensible (c.-à-d. dans l'appel d'offres).
- Les critères d'adjudication doivent être spécifiques au marché concerné.
- Pour les mandats de construction, l'OIC retient généralement le prix le plus bas comme critère d'adjudication exclusif. Si plusieurs critères d'adjudication sont pris en compte dans l'évaluation des offres, il est indispensable d'obtenir l'accord préalable des chefs de projet de l'OIC.
- Les critères d'adjudication suivants peuvent notamment être pris en considération :
  - la qualité
  - le prix (en tenant éventuellement compte du bonus pour les apprentis)
  - les délais
  - l'écologie
  - la rentabilité
  - les coûts d'exploitation
  - le service après-vente
  - la pertinence de la prestation
  - la valeur technique
  - l'esthétique
  - la créativité
  - l'infrastructure

Il convient ensuite de déterminer l'offre qui, selon ces critères, est la plus avantageuse.

## **12 Préimplification**

- Les soumissionnaires ayant contribué à l'élaboration du dossier d'appel d'offres ne sont pas autorisés, du fait de leur préimplification, à soumettre une offre (art. 14 AIMP).
- Il convient de procéder à une évaluation au cas par cas lorsque celui qui désire être admis comme soumissionnaire :
  - s'est vu confier des travaux de planification ;
  - a remis une offre indicative avant la publication de l'appel d'offres ;
  - a participé à l'élaboration de la liste de prestations.

## **13 Contrôle et évaluation des offres**

- Contrôle formel de l'offre :
  - Exhaustivité des documents
  - Critères d'aptitude (pour être prise en compte dans l'évaluation, l'offre doit satisfaire à l'ensemble des critères définis)
  - Déclaration spontanée avec pièces justificatives (les documents manquants peuvent être demandés par écrit en concédant un bref délai)
- Contrôle matériel de l'offre :
  - Corrections d'erreurs manifestes
  - Clarification de l'offre
  - Important : il n'est pas admis d'améliorer l'offre
- Évaluation de l'offre sur la base des critères d'adjudication
- Bonus pour les apprentis : si le bonus pour les apprentis est déterminant pour l'adjudication, il appartient au mandataire de contrôler en détail les informations communiquées par le soumissionnaire (nombre de collaborateurs et nombre d'apprentis dans le CFC correspondant, etc.). Toute information erronée doit être rectifiée avant l'adjudication.
- Les résultats de l'évaluation doivent être rapportés par écrit de manière compréhensible et signés.
- La proposition d'adjudication comprend toutes les annexes garantissant une parfaite compréhension du marché. À partir de la procédure sur invitation, les soumissionnaires doivent disposer d'informations compréhensibles sur les éléments déterminant la décision d'adjudication.

## **14 Négociations**

- Les négociations sur les prix, sur les remises de prix ou sur les modifications de prestations sont uniquement autorisées dans le cadre d'une procédure de gré à gré.
- L'adjudicateur peut demander aux soumissionnaires des explications concernant leur aptitude ou leur offre.
- Dans la procédure de gré à gré, l'adjudicateur attribue un marché sur la base de l'offre finale (DAHochbau) (art. 21, al. 1 AIMP).

## **15 Interruption et/ou répétition de la procédure**

Une procédure peut être interrompue pour de justes motifs (art. 29 OCMP<sup>3</sup>).

Si la valeur du marché dépasse la valeur seuil déterminante pour la procédure sur invitation, tous les soumissionnaires doivent être informés de la décision sujette à recours (art. 53 AIMP).

La procédure interrompue peut être répétée.

## **16 Établissement de la décision**

La décision d'adjudication ou d'exclusion est établie par l'OIC. À cette fin, les mandataires remettent à l'OIC les documents suivants :

- Évaluation des offres et proposition d'adjudication dûment signées
- Copie du formulaire de déclaration spontanée de l'adjudicataire (sans justificatifs)
- Projet de contrat (sans annexes)
- Gestion des coûts (si nécessaire) et confirmation de la disponibilité des fonds dans DAHochbau
- Toute décision d'exclusion doit être motivée de manière détaillée et compréhensible et assortie de justificatifs.

Remarque : Les décisions, les décisions sur recours et les jugements sont en principe notifiés par la poste (art. 44 LPJA<sup>4</sup>).

Dans les procédures ouvertes ou sélectives, l'adjudicateur publie l'avis préalable, l'appel d'offres, l'adjudication et l'interruption de la procédure sur une plateforme Internet pour les marchés publics exploitée conjointement par la Confédération et les cantons. Il publie également les adjudications de gré à gré des marchés soumis aux accords internationaux (art. 48 AIMP).

Dans le cadre d'une procédure ouverte, d'une procédure sélective ou pour les marchés soumis aux traités internationaux (OMC), l'adjudication doit être publiée sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch) dans un délai de 30 jours au plus tard après que la décision est entrée en force (art. 48 AIMP).

## **17 Conclusion du contrat (art. 42 AIMP)**

La décision d'adjudication ne doit pas être confondue avec la conclusion du contrat.

Le contrat ne peut être conclu

- avant expiration du délai de recours ;
- si un recours a un effet suspensif.

## **18 Procédure de recours/voies de droit (art. 51-59 AIMP)**

Les décisions de l'OIC peuvent faire l'objet d'un recours auprès de l'Office juridique de la Direction des travaux publics et des transports.

Lorsque la valeur du marché atteint la valeur seuil déterminante pour la procédure sur invitation, les décisions pouvant faire l'objet d'un recours sont les suivantes :

- le dossier d'appel d'offres publié
- l'adjudication
- l'interruption de la procédure
- le choix des participants à la procédure sélective
- l'exclusion de la procédure d'adjudication
- la révocation de l'adjudication

<sup>3</sup> Ordonnance cantonale du 16 octobre 2002 sur les marchés publics (OCMP ; 731.21)

<sup>4</sup> Loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA ; RSB 155.21)

Le délai de recours est de 20 jours. Si l'on tient compte des envois postaux, il faut compter 35 jours.

Remarque : Les délais dont le début dépend d'une communication, d'une publication officielle ou de la survenance d'un événement courent dès le lendemain de celles-ci. Si le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié selon le droit fédéral ou cantonal, le délai expire le premier jour ouvrable qui suit (art. 41 LPJA).

L'instance de recours peut, d'office ou sur demande, accorder l'effet suspensif à un recours, pour autant que celui-ci paraisse suffisamment fondé et qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose.

## **19 Obligation de conservation (art. 49 AIMP)**

Tous les responsables sont tenus de documenter sans lacunes l'ensemble des activités en rapport avec la procédure d'attribution de marché public jusqu'à l'entrée en vigueur de l'adjudication, et de conserver les documents trois ans au moins après la fin de la procédure ou jusqu'à la fin du projet (y compris notes prises suite à des informations orales, enveloppes reçues avec cachet postal, etc.). En cas de recours, ces documents devront être remis à la direction du projet.

## **20 Liens utiles**

Les formulaires de l'OIC actuellement applicables en rapport avec les marchés publics, y compris l'indice des prix de la construction et les autres directives de l'OIC peuvent être téléchargés à partir des liens ci-après :

<https://www.bvd.be.ch/fr/start/themen/immobilien/downloads-und-links.html>

Recueil des lois bernoises :

<https://www.belex.sites.be.ch/> → 7 Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications

DAHochbau :

<https://decisionadvisor.ch/hbe/> → Login